

La présidentielle française de 2007 :
Nicolas Sarkozy, Ségolène Royale et les questions africaines !
Le devoir d'ingérence pour la redéfinition du contrat France/Afrique :
 (Fatou SARR, sociologue)

Publié dans le mensuel Waar-Wi n° 4 - Dakar, décembre 2006-janvier-février 2007

Les candidats à la présidentielle française ont choisi, d'entrée de jeu, d'utiliser l'Afrique dans leur stratégie de campagne électorale. Mais les leaders africains sont restés presque inaudibles face aux propositions de Nicolas Sarkozy sur la migration et totalement aphones sur celles de Ségolène Royale sur la politique énergétique. Les leaders africains n'ont pas su saisir la brèche ouverte pour les interpeller sur des questions essentielles. Ainsi, l'Afrique est de moins en moins évoquée dans les discours et les visions déclinés par ces candidats.

Les hommes politiques africains ne donnent de la voix que lorsque leurs fauteuils sont menacés, mais quand il s'agit de défendre les intérêts des peuples africains, ils restent silencieux.

- Ils le sont, face au G8 qui orchestre le démantèlement des économies africaines et, dont les membres se refusent à appliquer le taux de 0,7% de leur PIB destiné à l'aide au développement des PVD, promis il y a trente ans.
- Ils le sont, face à l'implication de l'armée française, dans les conflits qui secouent le Tchad, le Soudan, la République centrafricaine et la Côte d'Ivoire.
- Ils le seront encore demain, face à toute autre mesure du prochain gouvernement français, qui se révélera défavorable à l'Afrique.

Seules les sociétés civiles africaines essayent tant bien que mal, de défendre les intérêts du continent dans des espaces tels que le forum social africain et mondial ; et des citoyens européens se sont joints à elles pour montrer leur solidarité avec les peuples d'Afrique.

Les africains ne peuvent plus se contenter de réagir ; ils doivent prendre l'initiative de la pensée et de l'action et anticiper sur le devenir de notre continent. Ils ne doivent plus laisser les pratiques d'ingérences dans les politiques intérieures aux seuls occidentaux. Car, aujourd'hui, du fait de la mondialisation néolibérale, plus que jamais, le lien entre politique intérieure et politique extérieure est devenu une évidence.

Les africains ont le droit d'être éclairés sur la nature des accords qui ont plongé le continent dans la misère, qui sont responsables de la mort, chaque année, de milliers de femmes en couches, faute d'infrastructures adéquates, de la mort de millions d'africains, du paludisme et de la diarrhée, faute de médicaments, faute d'accès à une eau potable.

Il y a une obligation d'ingérence des africains dans le débat sur les élections en France, car ce qui en sortira affectera pour longtemps le devenir de nos pays et de nos compatriotes qui ont choisi de vivre dans l'Hexagone. Les africains doivent s'imposer dans les débats internes à la France, car c'est avec elle que s'effectue l'essentiel des échanges économiques de leurs pays, au nom d'une France/Afrique au service des seuls intérêts de la première nommée.

Obligation d'ingérence pour rompre avec la France Afrique actuelle et mettre fin à la domination économique

C'est le moment d'interpeller, les candidats à l'élection présidentielle sur la France/Afrique, « ce machin » né au lendemain des indépendances et qui a permis à la France, de rassembler derrière elle l'ensemble des Etats qui ont été sous son administration, dans un cadre qui n'avait comme seule finalité que la sauvegarde des intérêts d'une métropole contrainte à capituler devant les revendications légitimes des peuples colonisés.

Selon Bruno OTTIMI, la France Afrique n'est qu'une « espèce de bande organisée, dont la cupidité des uns, n'avait d'égale que la naïve complicité des autres, prêts à vendre l'âme de leurs peuples contre des apparitions remarquées au côtés des gourous de la secte, lors des agapes et autres démonstrations folkloriques que restent les sommets de Chefs d'Etats et de gouvernements. » (1)

La France/Afrique a permis la continuité de la main basse de l'ancien colonisateur sur les richesses du continent, grâce à divers mécanismes :

- Au plan politique, le Ministère de la coopération et la cellule africaine de l'Elysée ont servi à imposer à la tête des Etats africains des personnes à même de présider aux destinées des populations africaines dans l'unique intérêt de la métropole.
- Au plan monétaire, l'institution d'une monnaie commune avec la garantie de stabilité accordée par la Banque de France, a permis d'assurer aux entreprises françaises, le monopole quasi absolu des marchés publics et mêmes privés. Le compromis de la non-intervention dans les zones d'influence respective des alliés occidentaux écarte la concurrence d'autres sociétés et assure aux entreprises françaises des bénéfices faramineux sur le dos des africains. C'est ainsi que le poids des dettes extérieures est dû essentiellement aux prêts accordés par l'ancienne métropole et ses alliés pour réaliser des projets dont ils avaient en même temps en charge, l'élaboration et le financement
- Au plan militaire, les accords de défense qui impliquaient pour la France, le devoir d'aider ses alliés à garantir l'intégrité de leur territoire en cas d'agression extérieure, ne sont que des moyens de justifier le déploiement dans des pays comme le Sénégal et le Gabon, de troupes qui servent de moyens de dissuasion contre les tentatives intérieures de renversement des régimes favorables à Paris ou de réprimer ceux qui lui sont hostiles. La France a toujours soutenu les pires dictateurs africains ou a été impliquée dans le renversement de régimes ayant pris des positions contraires à ses intérêts (Patrice Lumumba, Modibo Keita, Ahmed Ben Bella, Thomas Sankara).

C'est grâce à la France/Afrique que la France occupe la première place dans les échanges extérieurs de ses anciennes colonies. (2)

Elle est le premier fournisseur du Sénégal, pour les produits agroalimentaires, les préparations pharmaceutiques, les biens de consommation et d'équipement tels que véhicules automobiles, équipements mécaniques, électriques et électroniques, et deuxième client, après l'Inde pour l'achat de la production d'acide phosphorique. Le marché français absorbe en effet près de 40% des exportations sénégalaises de produits agricoles et des produits de la pêche à destination de l'Europe.

La France est le premier investisseur étranger au Sénégal, où 250 entreprises ont des liens avec des entreprises en France ou sont créées localement par des investisseurs français. Ces

entreprises sont dans le ciment (groupe cimentier VICAT), les banques et compagnies d'assurance (BNPPARIBAS, SOCIETE GENERALE, CREDIT LYONNAIS, CBAO (groupe MIMRAN), GRAS SAVOYE, AXA, AG), le secteur énergétique (TOTAL, SAR), l'agroalimentaire (SOBOA, SOCAS, CIE FRUITIERE), la distribution automobile (CFAO, groupe NECOTRANS), l'hôtellerie (ACCOR, CLUB MED, les travaux publics et l'environnement : (EIFFAGE, VEOLIA, WATER), les produits pharmaceutiques (LABOREX, AVENTIS, VALDAFRIQUE), le transport international (Groupes BOLLORE , AIR FRANCE).

Avec les privatisations, les grands groupes se sont emparés des secteurs clés de l'économie tels que l'eau avec la SDE (SAUR, groupe BOUYGUES), les télécommunications (FRANCE TELECOM), le coton (DAGRIS) et la filière arachide (ADVENS). Les investisseurs individuels sont présents dans le tourisme, l'informatique, les télé services, l'immobilier et le commerce

La situation décrite pour le Sénégal est valable pour les autres pays et justifie l'obligation pour les africains de s'ingérer dans la politique intérieure de la France. Une politique qui grâce à la France/Afrique continue de mettre à genoux les anciennes colonies

Rompre avec la "France/Afrique", c'est mettre fin à la complicité des autorités françaises et africaines, ayant conduit à l'appauvrissement de nos nations.

Obligation d'ingérence pour la défense des droits des africains

Les africains qui ont donné leur sang pour libérer la France de l'Allemagne Nazie, ont été, en guise de remerciement, humiliés et massacrés. Ainsi, 20 000 tirailleurs sénégalais retirés du front en octobre 1944 ont été dépossédés de leurs uniformes pour habiller les maquisards français, avant d'être parqués dans les camps de réserve du midi de la France et certains parmi eux, évacués vers Thiaroye au Sénégal, furent tués pour avoir réclamé leur pécule. (A.Traoré). Les survivants et leurs descendants ont été victimes de traitement discriminatoire, et il aura fallu attendre 62 ans, pour qu'un film renvoie à la face à du monde l'ingratitude de la « mère patrie » et pour décider Jacques Chirac à poser enfin un geste de réparation.

Les africains qui ont contribué à faire de la France ce qu'elle est aujourd'hui, par l'effort de guerre, pour avoir vu leurs richesses pillées et leur force de travail usée, ont au moins le droit à la reconnaissance. Après les avoir poussés à l'émigration pour les besoins de la reconstruction d'après guerre, la France a le devoir du respect envers les travailleurs africains sur son sol. Mais Sarkozy, « le négrier des temps modernes », ainsi que l'appelle le chanteur Ivoirien Alpha Blondy, en a décidé autrement.

Nicolas Sarkozy « le négrier des temps modernes »

Les africains ne peuvent accepter passivement l'arrivée au pouvoir en France, de ce fils d'immigrés Hongrois, encore plus à droite que Jean Marie Le Pen, et qui a déjà posé des gestes odieux en renvoyant par milliers les travailleurs africains. Son installation à l'Elysée signifiera sans aucun doute, une chasse légalisée des africains sur tout le territoire français.

Nicolas Sarkozy, acquis au libéralisme à la Georges W. BUSH, comme son mentor, avec l'IRAK et les prisons de Guantánamo, ne s'encombrera pas du respect des droits de l'homme. Nicolas Sarkozy qui est allé à Washington pour faire allégeance à l'Amérique singera son modèle jusqu'au ridicule. Selon Laurent Fabius, il s'est fixé comme programme d'être « le

futur caniche du président des Etats-Unis » et Georges Sarre du Mouvement Républicain et Citoyen de J. P. Chevènement ajoute qu'avec Nicolas Sarkozy «...la droite française qui depuis plus d'un demi-siècle, essayait de se dissimuler derrière le voile du gaullisme n'a même plus cette pudeur. Puisque Sarkozy qui a pour modèle la droite américaine a affirmé et confirmé, qu'il veut la rupture, d'abord une rupture avec le gaullisme, une rupture avec la République, une rupture avec la tradition française. Lui qui est allé faire allégeance à Georges Bush, n'hésitera pas à imposer un libéralisme sans bornes et sans rivage ». Un libéralisme fondé sur l'exclusion sociale et la discrimination raciale.

Or la France a besoin d'une cohésion qui passe par une gouvernance responsable traitant ses membres de façon équitable, en se basant sur un socle éthique des valeurs et des principes reconnus par toutes et tous. Mais pour une gouvernance éthique, il est fondamental de faire la distinction entre légalité et légitimité.

Le principe de légitimité, connote le sentiment de la population selon lequel le pouvoir politique et administratif doit être exercé par de « bonnes » personnes, selon de « bonnes pratiques » et dans l'intérêt commun. Or, Sarkozy, en mettant en avant les questions de légalité, refuse délibérément d'interroger la légitimité sociale de ses actes et met en péril la construction de la cohésion de la communauté française. Car, le libéralisme dont il se réclame a pour moteur et pour contrainte la maximisation du profit ; et sa logique, portée par la globalisation des marchés, marginalise les luttes sociales contre les inégalités et les diversités culturelles (Stéphane Hessel « Projet d'un collège mondial éthique », *Transversales Science/Culture*, n°71, novembre -décembre 2001).

Ce Sarkozy là, n'a pas les compétences requises de ces leaders qui devront participer à la construction d'une France de solidarité et plus encore d'une mondialisation de la solidarité, d'une mondialisation simplement humaine

Ségolène Royal est-elle la candidate idéale pour l'Afrique ?

Nous n'en avons que l'espérance, une espérance fondée sur sa pratique et sur une vision : celle de la construction d'un nouveau contrat social, faisant appel à la solidarité, car elle a dit :

« Je m'engage pour que soient préservées les valeurs de solidarité entre générations, entre régions, entre pays, entre territoires, entre activités économiques (celles qui dépendent de l'énergie, celles qui en consomment moins) et même entre régions du monde (les zones productrices de pétrole, les zones importatrices) contre les déséquilibres générateurs de tensions et de menaces sur la paix ».

Elle semble avoir compris que la gouvernance responsable dont la France a besoin est celle qui garantit la stabilité et la cohésion de la communauté, à toutes les échelles, pour rendre possible l'évolution choisie et résister à l'évolution subie. Et Ségolène Royale a raison de s'insurger contre la migration imposée par Sarkozy aux africains, car pour elle, cela équivaudrait à aller piller les cerveaux des anciennes colonies françaises après les avoir pillées pendant des années et des années de leurs matières premières, ce qui n'est pas acceptable.

Avec Ségolène Royale, nous croyons à la promesse d'une gouvernance éthique donnant sa place à la légitimité sociale du pouvoir. Elle a en effet posé les jalons d'un engagement pour la redéfinition des rapports de pouvoirs dans son pays, en s'engageant pour la construction d'une nouvelle citoyenneté.

La citoyenneté responsable et plurielle

Ségolène a compris que l'heure est venue pour la France, de reconnaître et de donner sa place à la pluralité de la culture, qui est intimement liée à son histoire. Car l'avenir de la France est dans ce métissage, comme du reste celui du monde. Mais c'est à travers une gouvernance démocratique, que des communautés plurielles s'instituent, depuis l'échelle du voisinage jusqu'à celle de la nation.

Elle a compris qu'un changement pour un monde pluriel, responsable et solidaire passe par une démocratie "dialogique", participative et de transparence, conçue comme principe de base de gouvernance et comme condition de redéfinition collective du pouvoir ⁽³⁾.

La pratique d'une démocratie participative, fondée sur un mode de relation horizontale, est un outil performant qui permet de faire dialoguer des acteurs très différents, afin d'affronter en termes de citoyenneté plurielle, responsable et solidaire, les défis qui se posent à leur communauté.

Ségolène Royale a compris que pour une démarche de qualité globale, nécessaire à la création d'une société prospère, la relation à l'autre devient décisive. Cette qualité se crée par la reconnaissance et la mobilisation de toutes les ressources et compétences à travers des espaces de dialogue interculturel effectifs, des espaces tels que ceux qu'elle a institués dans sa région, générateurs d'hybridations fécondes.

Ainsi, l'approche territoriale portée par Ségolène Royale, fondée sur le principe de la relation local/global, nous renvoie aux relations entre gouvernances à chaque échelle, ce qui s'inscrit dans l'optique de « l'Alliance pour un monde pluriel, responsable et solidaire » très bien analysée par Pierre Calame, directeur général de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme, qui a coordonné les travaux de l'Alliance sur la gouvernance, dans son ouvrage « *La démocratie en miettes. Pour une révolution de la gouvernance* » (Paris, co-édition Charles Léopold Mayer - Descartes & Cie, 2003).

Ségolène milite pour une démocratie fondée sur les valeurs d'égalité et d'équité, de coopération, de créativité, de responsabilité plurielle, de solidarité, de paix, de respect y compris de la biosphère. Pour cela, elle sait qu'il est nécessaire et urgent de développer une nouvelle conscience, une autre vision des rapports entre les êtres humains et entre les sociétés, entre eux, comme avec la nature. C'est le sens de son engagement pour un objectif d'excellence environnementale, au territoire assigné à sa région conformément à la plateforme de Kyoto.

La vision de Ségolène repose sur la responsabilité partagée et le refus de succomber à l'élitisme, car elle a compris que le langage élitiste enraciné dans la tradition d'un corps politique, barre la communication aux acteurs populaires et empêche l'instauration d'un dialogue partenarial. Cela, Laurent Fabius et Dominique Trautskahn ne l'ont pas saisi, en mettant en avant leur statut d'énarque. Ils ne le sont pas plus que Ségolène.

Ségolène a surtout compris qu'on ne peut pas bâtir le futur en se fondant sur le passé, elle a compris la nécessité de la construction d'un nouveau paradigme, un paradigme de rupture, pour une France de la modernité, non plus enfermée dans son « prestigieux et glorieux passé », mais capable de trouver sa place dans le monde à venir

Ségolène est porteuse d'une vision pour la paix dans son pays et pour le monde. Il s'agit pour elle de bâtir de nouvelles relations, avec l'Europe et le reste du monde.

Rompre avec les politiques d'un autre âge

Avec Ségolène, nous avons la promesse de la construction de nouveaux rapports entre la France et l'Afrique. Elle s'est déjà posée la question : « Comment être solidaires des pays en développement, en rompant définitivement avec les politiques héritées du siècle dernier ? » Et le 20 août 2006 à « la Fête de la Rose » de Frangy en Bresse, elle a affirmé que « l'utopie réalisable de ce siècle est que les pays pauvres et notamment ceux d'Afrique sortent de la misère grâce à un co-développement mieux pensé, plus solidaire et plus efficace ». Pour elle, c'est là que se situe la vraie réponse au problème « des migrations de la misère ».

Avec Ségolène, se construit un autre discours sur la mondialisation, offrant la possibilité de dénoncer des crimes ; une mondialisation de la justice, une mondialisation de la morale. Ségolène en appelle à une morale universelle et met en cause le fait que pendant trop longtemps la politique étrangère et la politique d'aide au développement aient été confisquées par quelques experts. Elle milite pour la transparence et la nécessité de débattre publiquement de ces questions car pour elle, les Français ont le droit de savoir et de participer aux décisions qui les concernent. Ils ont le droit de savoir où va cet argent, comment il est utilisé, avec quelles garanties contre les gaspillages, contre la corruption et contre le détournement des aides.

A cela, nous ajoutons que les africains aussi ont le droit de savoir ce que la France décide sur leur dos avec des chefs d'Etats à leur solde, dont certains devraient répondre devant une haute cour de justice internationale, de complicité pour le pillage de leurs pays. Ségolène sera-t-elle en mesure d'assumer de telles revendications ? On ne saurait le dire mais tout au moins, elle a compris la nécessité de redéfinir de nouveaux rapports de partenariat avec l'Afrique, en déclarant que : « *L'intérêt de ces pays et le nôtre, c'est un co-développement fondé sur le respect de ce qu'ils sont, de leurs savoir faire, et sur le respect de nos obligations....* »

Nous espérons qu'elle saura entendre l'appel lancée par Jean-Marie Fardeau, secrétaire général du Comité catholique contre la faim et pour le développement qui lui dit : « Si vous accédez à la magistrature suprême, vous aurez le choix entre, d'une part, dépenser des centaines de millions pour repousser les clandestins africains aux portes de l'Europe, prévoir des milliards pour assister les écoréfugiés d'une Afrique victime du réchauffement climatique, envoyer des troupes pour limiter les conflits et, d'autre part, bâtir enfin une autre politique qui permettra à la France de contribuer, avec l'Europe, à éviter ce scénario catastrophe ». ⁽⁴⁾

Pour un leadership transformationnel

Les élections en France devraient être une opportunité pour jeter les bases d'une renégociation des rapports avec l'Afrique et de la place des africains sur le territoire français. Cela exige l'existence d'hommes et de femmes politiques d'une grande lucidité comme le fut naguère le Général de Gaulle qui face à la révolte généralisée des colonies, savait qu'il n'avait d'autre choix que d'accepter les indépendances. Mais il faut aussi un leadership africain capable de peser sur les orientations des politiques françaises comme le fit naguère le Président Guinéen Sékou Touré.

Il faut un leadership d'hommes et de femmes politiques, capable d'assurer une gouvernance responsable et d'affronter les défis à venir.

Le double défi de la France : concilier éthique et économie

Avec l'émergence de nouvelles puissances comme la Chine et l'Inde et l'ouverture des marchés, le monopole des sociétés françaises sur l'ensemble des marchés publics et privés

dans les pays africains francophones est menacé. En effet, pour faire face à ses besoins considérables en matières premières, la Chine n'hésite pas à aller à l'assaut du Continent noir. Comme les Américains, les Japonais et même les Sud-africains, elle nourrit de plus en plus l'ambition de s'octroyer sur les côtes africaines, des bases militaires stratégiques, pour contrôler et sécuriser les voies d'acheminement du pétrole dont l'Afrique de l'ouest est devenue depuis peu, le réservoir convoité. Le Gabon objet d'une cour assidue à la fois de la part des Américains et des Chinois, a obtenu de la Chine un prêt de plusieurs milliards de Fcfa sans intérêts.

La coopération avec la Chine aujourd'hui, quatrième économie mondiale, qui s'accompagne d'un transfert de technologies (non obsolètes) sans s'encombrer de questions de droits de l'homme, va mettre la France dans une situation inconfortable.

Cette dernière, pour les besoins du néolibéralisme, du libre échange prôné par les puissances occidentales s'était faite le porte-voix de Bruxelles pour imposer les principes de liberté et des droits de l'homme. C'est ainsi que François Mitterrand, au 16^{ème} Sommet franco-africain tenu du 19 au 21 juin 1990 à La Baule, avait fait comprendre aux 23 Chefs d'Etat et 13 délégations ministérielles présents, que l'aide de la France serait désormais liée à l'ouverture démocratique et au respect des libertés fondamentales des citoyens. Ces propos ne laissaient aucun choix à ces derniers :

« Lorsque je dis démocratie, lorsque je dis que c'est la seule façon de parvenir à un état d'équilibre au moment où apparaît la nécessité d'une plus grande liberté, j'ai, naturellement, un schéma tout prêt: système représentatif, élections libres, multipartisme, liberté de la presse, indépendance de la magistrature, refus de la censure... A vous peuples libres, à vous États souverains que je respecte, de choisir votre voie, d'en déterminer les étapes et l'allure... »

Le geste posé par François Mitterrand, il faut le reconnaître, a contribué à l'essor d'organisations de droits de l'homme dans beaucoup de pays, et malgré les réticences des dirigeants, de fortes mobilisations populaires ont conduit à la tenue de conférences nationales, puis à l'amorce de la démocratisation des institutions.

Mais face à la menace chinoise, la France continuera t-elle d'exiger la démocratie et le respect des droits de l'homme de ses partenaires africains. Elle ne doit pas y renoncer, mais relever ce défi sera difficile. Car concilier la nécessité de garder sa position privilégiée dans les relations économiques avec l'Afrique tout en sauvegardant les principes d'éthique, exigera de la France d'avoir des hommes et des femmes d'Etats exceptionnels, des hommes et des femmes extraordinairement lucides.

Relever le défi de ne pas perdre ses avantages en Afrique et de garder ce qui fait son identité, la France du pays des droits de l'Homme, est en soi une révolution.

Le défi des africains : Renouveler l'élite politique

Les relations futures avec la France, basées sur le respect mutuel, c'est aussi aux africains de les créer. Ils doivent se donner les moyens de les construire et cela est possible, à condition de trouver les leaders qu'il faut : Des leaders qui ont une vision et un désir d'avenir pour l'Afrique. Avec l'auteur de « désirs d'avenir » on peut espérer co-crée les moyens de jeter les bases de futures relations entre l'Afrique et la France.

Un futur meilleur avec la France est possible, mais le futur comme le dit Peter Ellyard, « n'est pas un endroit où nous voulons aller, mais un endroit que nous voulons créer. On ne trouve pas le chemin qui y mène, on le fabrique; et cette activité de fabrication change celui qui le fabrique ainsi que la destination ». Cela nécessite l'existence de véritables leaders.

En plaçant d'emblée l'Afrique au centre des débats, l'opportunité a été offerte par les candidats à l'élection française de parler de l'Afrique, pas seulement pour le Paris Dakar, pas seulement pour la coupe du monde ou par le biais de ses stars du football, pas seulement pour la faim, le sida, mais comme d'un continent qui compte et avec lequel la France doit compter. Mais il nous manque encore une élite africaine capable de saisir cette opportunité. Comme d'habitude nos leaders ont failli à leur mission, ce qui a fait dire à Aminata Traoré ancienne Ministre de la Culture du Mali « qu'en laissant au Président élu de la France, la responsabilité d'être le président non élu des pays d'Afrique francophone, les dirigeants de l'Union Africaine ont déserté leurs responsabilités ». ⁽⁵⁾

Cependant, les vrais leaders dont l'Afrique a besoin peuvent surgir à tout moment, car comme l'a dit Margaret Mead : « Il suffit simplement qu'il y ait de petits groupes de personnes réfléchies et soucieuses de changer le monde ». En fait, c'est ce qui s'est toujours produit : Au Sénégal, la révolution « Torrodo » de 1796 a été le fait d'un petit groupe d'étudiants ayant séjourné à l'Université de Pire et qui ont fait le serment libérer leur peuple. C'est à cela qu'appelle Abdou Latif Coulibaly dans son ouvrage « une démocratie prise en otage par ses élites » ⁽⁶⁾ lorsqu'il y fustige la démission de l'élite et des intellectuels sénégalais.

Ce qui manque le plus à l'Afrique, c'est un leadership transformationnel, car l'Afrique est aujourd'hui gouverné par des hommes sans ambition, incapables de créer le futur. Et comme le dit Margaret Mead, « l'aberration consiste à faire la même chose tout le temps et espérer obtenir des résultats différents ». Nous ne pouvons pas construire l'avenir avec des hommes du passé.

En conclusion

Il faut un renouvellement de l'élite politique africaine, mais aussi de l'élite française qui, en acceptant de fonder de nouveaux rapports avec le Continent de l'avenir, (car tel est le destin de l'Afrique) des rapports de solidarité dans le respect mutuel, pourra permettre à la France de participer à une belle épopée : celle de la reconstruction de l'Afrique, qui se fera avec ou sans elle.

1- Bruno OTTIMI, Etudiant, Poitiers, France - Ainsi naissait la France Afrique, cette espèce de bande organisée, ... L'expansion économique a permis l'augmentation du niveau de vie qui a boosté la ... www.togoforum.com.

2- Voir Au Sénégal, la Mission Economique exerce son activité dans un contexte bilatéral caractérisé par la première place de la France dans les échanges extérieurs ... www.ambafrance-sn.org.

3 Voir Caroline Brac de la Perrière et Nadia Leïla Aïssaoui, *Femmes*, Cahiers de propositions pour le XXI^e siècle, CPP26, Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 2001)

4 - Jean-Marie Fardeau - France/Afrique : lettre ouverte à **Ségolène** Royal par Jean Marie Fardeau. Madame la candidate, **L'Afrique** est proche de votre cœur. Vous êtes née au Sénégal. ... www.temoignagechretien.fr/journal/article.php?num=3231&categ=Monde - 16k

5 - Aminata Traoré (2005). Lettre au Président des Français à propos de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique en général - Paris Fayard.

6 - Abdou Latif Coulibaly (2006). Une démocratie prise en otage par ses élites- Essai politique sur la pratique de la démocratie au Sénégal. –Les Editions sentinelles.